



RCS : NICE

Code greffe : 0605

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NICE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 01258

Numéro SIREN : 532 792 017

Nom ou dénomination : A.O.C. FILMS

Ce dépôt a été enregistré le 22/04/2014 sous le numéro de dépôt 4489

4489(1)

S.A.S. « A. O. C. Films »

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 431.000 €

RCS DE Nice sous le N° 532792017

Siège social : 16, Avenue Edouard Grinda, 06200 NICE
Studio RIVIERA – Anciennement Studios LA VICTORINE

PROCES – VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 31 mars 2014

L'an deux mille quatorze,
Et le 31 mars 2014 à 10 H 30

Les actionnaires de la SAS AOC FILMS, dont le siège social est sis « studios Riviera », ancien Victorine, 16 avenue Edouard Grinda, 06200 NICE, immatriculés au RCS DE Nice sous le N° réunis en assemblée Générale sur convocation du président en la forme extraordinaire pour capital social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1/- Augmentation du capital social
- 2/ - Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette décision.

SONT PRESENTS ou REPRESENTES :

- **Monsieur Jean-Paul SOLER**, né le 9 juin 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 17, rue Gounod à NICE (06) détenant 550 actions.
- **Monsieur Edgard, Félix RECCO**, né le 31 décembre 1954 à AGADIR (MAROC), de nationalité française, demeurant 178, Avenue de la Californie à NICE (06) détenant 10 actions.
- **Monsieur Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI**, né le 29 août 1959 à TEHERAN, de nationalité iranienne, demeurant chez CAP Californie Bt A, 212 Avenue de la Californie, à NICE (06200) détenant 40 actions.
- **Monsieur Jean-Claude André LAHINER**, né le 6 mai 1945 à BLIDA (ALGERIE), de nationalité française demeurant Villa Espadon, 9 Avenue Alexandra à CANNES (06) détenant 1000 actions.
Représenté par Mr Jean-Paul SOLER
- **Monsieur Rémy CHASTANG**, né le 12 décembre 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 6 rue Notre Dame à ORANGE (84100) détenant 100 actions.
Représenté par Mr Jean-Paul SOLER
- **Monsieur Jean, Joseph, Alfred GASSIER**, né le 21 novembre 1929 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant Domaine de la Yole à VALRAS (34), détenant 500 actions.
Représenté par Mr Jean-Paul SOLER
- **La société de droit suisse EUROFIT S.A.** au capital social de 300.000 CHF, dont le siège social est sis Chemin des Kybourg, 1, 1707 FRIBOURG (SUISSE), représentée par son gérant agissant en qualité Mr Laurent BILLOD détenant 1.000 actions.
Représenté par Mr Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI

Agence Administrative des Finances publiques
Anne-Lise GAROSCIO

DUPLICATA

Immatriculé à : POLE ENREGISTREMENT DE NICE
Le 14/04/2014 Porteur n° 2014/1 108 Case n° 9
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent administratif des finances publiques

Excl. 3912

➤ **Monsieur Robert SAUVE**, né le 11 février 1931 à DIJON (21), de nationalité française, demeurant 5 rue Neuve Saint-Germain à BOULOGNE-BILLANCOURT (92) détenant 50 actions
Représenté par Mr Jean-Paul SOLER

➤ **Madame Julia LEFRANCOISFRANCOIS**, née le 5 août 1981 à EMBRUN (05), demeurant 49 Avenue des Maurettes 06270 VILLENEUVE LOUBET, détenant 100 actions
Représenté par Mr Edgard RECCO

SONT ABSENTS bien que régulièrement convoqués :

➤ **Monsieur BOURGEOIS Jean-Christophe**, né le 25 janvier 1961 à CANNES (06), de nationalité française, demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06) détenant 65 actions

➤ **Madame Magali GERBE**, née le 23 juillet 1964 à AIX EN PROVENCE (13), demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06), détenant 65 actions

➤ **Madame Madeleine GIRAUD née ROUX** le 18 juin 1931 à MARSEILLE (13), demeurant « Le Prador », 129 rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008), détenant 290 actions

➤ **Madame Renée BENOIT née LEROUX** le 3 juillet 1942 à PARIS (75), demeurant « Thalassa Bât D », 120, rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008), détenant 540 actions.

La majorité qualifiée des actionnaires étant présents ou représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer.

Mr Jean-Paul SOLER est désigné en qualité de Président de Séance.

Le Président de séance rappelle l'Ordre du jour.

1/- Augmentation du capital social en application des dispositions des articles 8, 17 et 23 des statuts par émission d'actions nouvelles :

- A hauteur de 5.000 euros souscrites par **Monsieur Carlo Maria PICOZZI**, né le 21 janvier 1967 à MONZA (MI) de nationalité italienne, demeurant 38 Bd du Jardin exotique, MONACO (98000)

Par la création de 50 actions de 100 € chacune
Portant les N° 4311 à 4360 Inclus.

- A hauteur de 12.000 euros souscrites par **Madame Sylvie Françoise BLUM**, née le 7 septembre 1950 à PARIS (75) de nationalité française, demeurant 34 rue Moret, PARIS (75011)

Par la création de 120 actions de 100 € chacune
Portant les N° 4361 à 4480 Inclus.

- A hauteur de 36.000 euros souscrites par **Madame Sylvie Denise RUGGIERI SCHLESINGER**, née le 13 octobre 1953 à PARIS (75), demeurant 30 rue Desaix, PARIS 75015

Par la création de 360 actions de 100 € chacune
Portant les N° 4481 à 4840 Inclus.

2/- Mandat donné au Président d'effectuer toute formalité afférente à l'augmentation du capital social.

df E

f. k. N
2

Ceci étant rappelé et après l'instauration d'un débat entre les actionnaires il est soumis aux votes les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Il est décidé une augmentation du capital social, en application des dispositions des articles 8, 17 et 23 des statuts par émission d'actions nouvelles, d'une somme de 53.000 € pour le porter de 431.000 € à 484.000 €, savoir :

- A hauteur de 5.000 euros souscrites par Monsieur Carlo Maria PICOZZI, né le 21 janvier 1967 à MONZA (MI) de nationalité italienne, demeurant 38 Bd du Jardin exotique, MONACO (98000)

Par la création de 50 actions de 100 € chacune
Portant les N° 4311 à 4360 Inclus.

- A hauteur de 12.000 euros souscrites par Madame Sylvie Françoise BLUM, née le 7 septembre 1950 à PARIS (75) de nationalité française, demeurant 34 rue Moret, PARIS (75011)

Par la création de 120 actions de 100 € chacune
Portant les N° 4361 à 4480 Inclus.

- A hauteur de 36.000 euros souscrites par Madame Sylvie Denise RUGGIERI SCHLESINGER, née le 13 octobre 1953 à PARIS (75), demeurant 30 rue Desaix, PARIS 75015

Par la création de 360 actions de 100 € chacune
Portant les N° 4481 à 4840 Inclus.

Les actionnaires fondateurs n'exercent pas leur droit de préférence à la souscription de ces actions.

Il est précisé qu'en application des dispositions des articles 17 alinéas 7 et 8 des statuts de la société les droits attachés à ces actions sont analogues à ceux relatifs aux actions souscrites lors de la constitution de la société à l'exception du droit de participer à toutes les décisions collectives sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats.

Cette résolution soumise à l'Assemblée Générale en sa forme extraordinaire est mise aux voix et est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Il est donné tous pouvoirs au Président afin d'effectuer toutes formalités en vue de procéder aux modifications statutaires arrêtées aux termes de la présente Assemblée Générale, notamment à la réalisation de l'augmentation du capital social.

Cette résolution soumise à l'Assemblée Générale en sa forme extraordinaire est mise aux voix et est adoptée à l'unanimité.

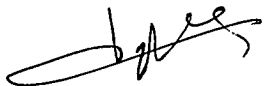
L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 12 h 00.

DE TOUT CE QUI A ETE DIT, IL A ETE DRESSE LE PRESENT PROCES-VERBAL QUI A ETE SIGNE PAR LES ACTIONNAIRES ET LE PRESIDENT.

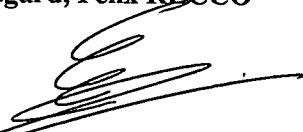
41 E

f. K. N3

Monsieur Jean-Paul SOLER
Actionnaire



Monsieur Edgard, Félix RECCO
Actionnaire



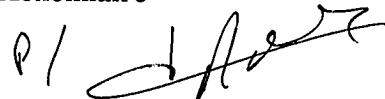
Monsieur Jean-Claude André LAHINER
Actionnaire



Monsieur Jean, Joseph, Alfred GASSIER
Actionnaire



Monsieur Robert SAUVE
Actionnaire



Madame Magali GERBE
Actionnaire

Madame Madeleine GIRAUD née ROUX
Actionnaire

Le Président
Monsieur Jean-Paul SOLER



Monsieur Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI
Actionnaire



Monsieur Rémy CHASTANG,
Actionnaire

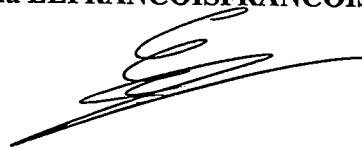


La société de droit suisse EUROFIT S.A.
Actionnaire



Monsieur BOURGEOIS Jean-Christophe
Actionnaire

Madame Julia LEFRANCOISFRANCOIS
Actionnaire



Madame Renée BENOIT née LEROUX
Actionnaire

Fait à Nice, le 31 mars 2014

En 16 originaux

POUVOIR DE REPRESENTATION
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 31/03/2014

Je soussigné,

MANDANT

Monsieur

CHASTANG Romy

Né le : 13.12.1945

A : ALGER

De Nationalité : FRANÇAISE

Demeurant :

84100 - Orange
6 rue Notre Dame

Donne par la présente, pouvoir à :

MANDATAIRE

Nom :

Prénom :

Es qualité d'associé de la SAS AOC FILMS

SOLER
JEAN PIERRE

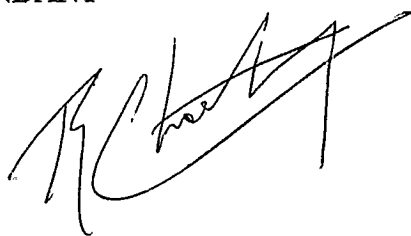
à l'effet de me représenter à l'assemblée Générale Extraordinaire du 31 MARS 2014 à 10 H30,
aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1/- Augmentation du capital social

2/- Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette
décision.

Fait et passé à Orange le 24 Mars 2014.

LE MANDANT



**POUVOIR DE
REPRESENTATION
ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE du
31/03/2014**

Je soussigné,

MANDANT

Monsieur

Né le :

A :

De Nationalité :

Demeurant :

Jean. Claude LATTINER
6 mai 1945
BLIDA (Algérie)
FRANCAISE
9 Avenue Alexandra - 06400 CANNES

Donne par la présente, pouvoir à :

MANDATAIRE

Nom :

Prénom :

Es qualité d'associé de la SAS AOC FILMS

SOLER Paul
Jean. Paul

à l'effet de me représenter à l'assemblée Générale Extraordinaire du 31 MARS 2014 à 10 H30, aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1/- Augmentation du capital social

2/- Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette décision.

Fait et passé à

CANNES le 20 Mars 2014

LE MANDANT



POUVOIR DE REPRESENTATION
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 31/03/2014

Je soussigné,

MANDANT

Monsieur *SALVE. ROBERT*

Né le : *11 Février 1931*

A : *DISON (cité 202 21)*

De Nationalité : *Française*

Demeurant : *5 Rue Neuve St Germain 92400 Boulogne Billancourt*

Donne par la présente, pouvoir à :

MANDATAIRE

Nom : *SOLER*
Prénom : *Jean-Paul*
Es qualité d'associé de la SAS AOC FILMS

à l'effet de me représenter à l'assemblée Générale Extraordinaire du 31 MARS 2014 à 10 H30,
aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1/- Augmentation du capital social

2/- Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette
décision.

Fait et passé à *Boulogne B. Billancourt*
24 Mars 2014

LE MANDANT

[Signature]

POUVOIR DE REPRESENTATION
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 31/03/2014

Je soussigné,

MANDANT

Monsieur

Laurent Billod

Né le :

A :

Président Eurofit S.A.

De Nationalité :

Demeurant :

Donne par la présente, pouvoir à :

MANDATAIRE

Nom

: *M^r Khalay Farmanz*

Prénom

:

Es qualité d'associé de la SAS AOC FILMS

à l'effet de me représenter à l'assemblée Générale Extraordinaire du 31 MARS 2014 à 10 H30,
aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1/- Augmentation du capital social

2/- Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette
décision.

Fait et passé à

LE MANDANT


EUROFIT S.A.
Route Neuve, 7a
CH-1700 FRIBOURG
SUISSE

POUVOIR DE REPRESENTATION
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 31/03/2014

Je soussigné,

MANDANT

Monsieur

Né le :

A :

De Nationalité :

Demeurant :

Jean Gauthier
21/11/29
Alper
Française
Domaine de la Yole F. 34350 VALRAS

Donne par la présente, pouvoir à :

MANDATAIRE

Nom

Prénom

Es qualité d'associé de la SAS AOC FILMS

Soler
Jean Paul

à l'effet de me représenter à l'assemblée Générale Extraordinaire du 31 MARS 2014 à 10 H30, aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1/- Augmentation du capital social

2/- Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette décision.

Fait et passé à

Bon pour pouvoir le 26/03/14

LE MANDANT

J. Gauthier

**POUVOIR DE
REPRESENTATION
ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE du
31/03/2014**

Je soussigné,

Melle Lefrançois Julia

MANDANT

Monsieur

Melle Lefrançois Julia

Né le: 05/08/81

A: Embrun

De Nationalité: Française

Demeurant: 49 av. des Laurettes
06 270 Villeneuve - Laubet

Donne par la présente, pouvoir à:

MANDATAIRE

Nom

RECCO

Prénom

Edgar

Es qualité d'associé de la SAS AOC FILMS

à l'effet de me représenter à l'assemblée Générale Extraordinaire du 31 MARS 2014 à 10 H30,
aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1/- Augmentation du capital social

2/- Mandat donné au Président de procéder aux formalités afférentes à cette
décision.

Fait et passé à

Villeneuve - Laubet
31/03

MANDANT

Direction Régionale de NICE

A TTESTATION

Nous soussignés , SOCIETE GENERALE, Agence de NICE MAGNAN 28 avenue de la Californie 06000 NICE , attestons par la présente que :

Monsieur Carlo PICOZZI a apporté la somme de 5.000- euros,
Madame Sylvie BLUM a apporté la somme de 12.000,- euros,
Madame Sylvie RUGGIERI a apporté la somme de 36.000,- euros
en vue de procéder à une augmentation de capital sur A.O.C. FILMS.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

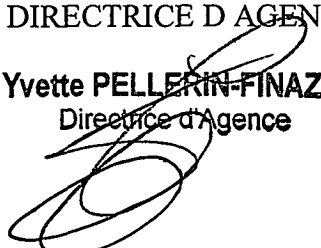
Nice, le 6 mars 2014

Yvette PELLERIN

DIRECTRICE D AGENCE

Yvette PELLERIN-FINAZZI

Directrice d'Agence



S.A.S. « A. O. C. Films »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 431.000 €
RCS DE Nice sous le N° 532792017
Siège social : 16, Avenue Edouard Grinda, 06000 NICE
Studio RIVIERA – Anciennement Studios LA VICTORINE

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Identification souscripteurs état civil-domicile	Montant des apports en numéraire	Nbre d'actions souscrites
Carlo PICOZZI Né le 21/010/1967 à MONZA Demeurant 38 Bd Jardin Exotique à MONACO (98000)	5.000 €	50
Sylvie BLUM Née le 07/09/1950 à PARIS (75) Demeurant 34 rue Moret à PARIS (75011)	12.000 €	120
Sylvie RUGGIERI Née le 13/10/193 à PARIS (75) Demeurant 30 rue Desaix à PARIS (75015)	36.000 €	360

Fait à Nice le 31 / 03 / 2014

Le Président



S.A.S. « A. O. C. Films »

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 484.000 €

RCS DE Nice sous le N° 532792017

Siège social : 16, Avenue Edouard Grinda, 06200 NICE

Studio RIVIERA – Anciennement Studios LA VICTORINE

4482(1)

STATUTS N° A SAN AN 343H4

* * *

LES SOUSSIGNÉS :

- **Monsieur Jean-Paul SOLER**, né le 9 juin 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 17, rue Gounod à NICE (06)
- **Monsieur Edgard, Félix RECCO**, né le 31 décembre 1954 à AGADIR (MAROC), de nationalité française, demeurant 178, Avenue de la Californie à NICE (06)
- **Monsieur Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI**, né le 29 août 1959 à TEHERAN, de nationalité iranienne, demeurant chez CAP Californie Bt A, 212 Avenue de la Californie, à NICE (06200)
- **Monsieur Jean-Claude LAHINER**, né le 6 mai 1945 à BLIDA (ALGERIE), de nationalité française, demeurant Villa Espadon, 9 Avenue Alexandra à CANNES (06400)
- **Monsieur Rémy CHASTANG**, né le 13 décembre 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 6, Rue Notre Dame à ORANGE (84100)
- **Monsieur Jean, Joseph, Alfred GASSIER**, né le 21 novembre 1929 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant Domaine de la Yole à VALRAS (34)
- **Société de droit suisse EUROFIT S.A.** au capital social de 300.000 CHF, dont le siège social est sis Chemin des Kybourg, 1, 1707 FRIBOURG (SUISSE), représentant par son gérant agissant en qualité Mr Marc BOSSARD
- **Monsieur Robert SAUVE**, né le 11 février 1931 à DIJON (21), de nationalité française, demeurant 5 rue Neuve Saint-Germain à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
- **Monsieur BOURGEOIS Jean-Christophe**, né le 25 janvier 1961 à CANNES (06), de nationalité française, demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06)
- **Madame Magali GERBE**, née le 23 juillet 1964 à AIX EN PROVENCE (13), demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06)
- **Madame Julia LEFRANCOISFRANCOIS**, née le 5 août 1981 à EMBRUN (05), demeurant 49 Avenue des Maurettes 06270 VILLENEUVE LOUBET
- **Madame Madeleine GIRAUD née ROUX** le 18 juin 1931 à MARSEILLE (13), demeurant « Le Prador », 129 rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008)
- **Madame Renée BENOIT née LEROUX** le 3 juillet 1942 à PARIS (75), demeurant « Thalassa Bât D », 120, rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008)
- **Monsieur Carlo Maria PICOZZI**, né le 21 janvier 1967 à MONZA (MI) de nationalité italienne, demeurant 38 Bd du Jardin exotique, MONACO (98000)

➤ **Madame Sylvie Françoise BLUM**, née le 7 septembre 1950 à PARIS (75) de nationalité française, demeurant 34 rue Moret, PARIS (75011)

➤ **Madame Sylvie Denise RUGGIERI SCHLESINGER**, née le 13 octobre 1953 à PARIS (75), demeurant 30 rue Desaix, PARIS 75015

ONT PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE :

Les actionnaires ont décidé de procéder à la préparation, à la production, à la réalisation, à la distribution et à la diffusion d'un premier film dont le titre est « *POUR LA PAROLE DONNEE* » sur la base d'un scénario rédigé par Mr Jean-Paul SOLER, adaptation d'un roman de Mr Michel ALIBERT (*Sacré Mozart*), ainsi que de tout autre film.

Ceci exposé, le soussignés ont établi les statuts de la société par actions simplifiée qu'il convient d'instituer.

TITRE I FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE SIÈGE SOCIAL-DURÉE
--

Article 1- FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles 227-1 et suivants, et 244-1 et suivants du code de commerce et leurs textes d'application ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous les pays, USA et CANADA compris :

- La préparation, la production, la coproduction, la réalisation, la distribution, la diffusion de films cinématographiques de courts et longs métrages.
- La préparation, la production, la coproduction, la réalisation de films de télévision, documentaires, films d'art, clips vidéo et multimédia sur tous supports actuels et à venir.
- Toutes opérations mobilières, immobilières et financières ou commerciales se rattachant directement ou indirectement aux objets précités et à tous objets similaires connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **« A. O. C. Films »**

La société a pour enseigne et noms commerciaux : **A. O. C. Films**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **NICE, « Studios RIVIERA » anciennement « Studios LA VICTORINE », sis 16 Avenue Edouard Grinda, NICE (06200)**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, être prorogée une ou plusieurs fois sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des actionnaires sur convocation du président ou du directeur général un an au moins avant la date d'expiration de la société.

A défaut, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévues.

TITRE II CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - APPORTS

Les soussignés ont fait les apports suivants :

I) Les apports en numéraire :

Monsieur Jean-Paul SOLER :	5.000 €
Monsieur Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI :	4.000 €
Monsieur Edgard, Félix RECCO :	1.000 €
Monsieur Jean-Claude LAHINER :	100.000 €
Monsieur Rémy CHASTANG :	10.000 €
Monsieur Jean Joseph GASSIER	50.000 €
La société EUROFIT SA.....	100.000 €
Monsieur Robert SAUVE.....	5.000 €
Monsieur Jean-Christophe BOURGEOIS.....	6.500 €
Madame Magali GERBE.....	6.500 €
Madame Julia LEFRANCOIS-FRANCOIS.....	10.000 €
Madame Madeleine GIRAUD née ROUX	29.000 €

Madame Renée BENOIT née LEROUX.....	54.000 €
Monsieur Carlo PICOZZI	5.000 €
Madame Françoise BLUM.....	12.000 €
Madame Sylvie RUGGIERI sclesinger	36.000 €

Soit au total, une somme de : **484.000 €**

II) Apports en nature :

Il est apporté par Mr SOLER Jean-Paul à la société le scénario du film « *POUR LA PAROLE DONNEE* » évalué par Mr LUCCHESI, commissaire aux apports, à la somme de 50000 €, selon rapport joint aux présentes.

III) Récapitulation des apports :

L'ensemble des apports effectués à la société après augmentation de capital suivant Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 septembre 2013 s'élève à la somme de 431.000 € représentant

1. Les apports en numéraire pour un montant total
de..... 434.000 €
2. Les apports en nature évalués pour une valeur de..... 50.000 €

Total égal au montant du capital social..... 484.000 €

correspondant à 4840 actions de 100 €, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Populaire des Alpes-Maritimes, agence de Nice Promenade, sise à Nice (06200), 417 Promenade des Anglais ainsi que le rapport de Mr LUCCHESI commissaire aux apports.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social après augmentation du capital suivant Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 MARS 2014 est fixé à 484.000 €, divisé en 4840 actions de 100 € chacune, intégralement libérées et réparties de la manière suivante :

Monsieur Jean-Paul SOLER : 550 actions numérotées de 1 à 550 inclus.

Monsieur Famarz KHALAJ AMIR HOSSEINI : 40 actions numérotées de 551 à 590 inclus.

Monsieur Edgard, Félix RECCO : 10 actions numérotées de 591 à 600 inclus.

Monsieur Jean-Claude LAHINER :1000 actions numérotées de 601 à 1600 inclus.

Monsieur Rémy CHASTANG :100 actions numérotées de 1601 à 1700 inclus.

Monsieur Jean Joseph GASSIER :500 actions numérotées de 1701 à 2200 inclus.

La société EUFROFIT SA :1000 actions numérotées de 2201 à 3200 inclus

Monsieur Robert SAUVE 50 actions numérotées de 3201 à 3250 inclus

Monsieur Jean-Christophe BOURGEOIS 65 actions numérotées de 3251 à 3315 inclus

Madame Magali GERBE 65 actions numérotées de 3316 à 3380 inclus

Madame Julia LEFRANCOIS FRANCOIS 100 actions numérotées de 3381 à 3480 inclus

Madame Madeleine GIRAUD née ROUX 290 actions numérotées de 3481 à 3770 inclus

Madame Renée BENOIT née LEROUX 540 actions numérotées de 3771 à 4310 inclus
Monsieur Carlo PICOZZI..... 50 actions numérotées de 4311 à 4360 inclus
Madame Sylvie BLUM..... 120 actions numérotées de 4361 à 4480 inclus
Madame Sylvie RUGGIERI SCHLESINGER..... 360 actions numérotées de 4481 à 4840 inclus

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective du ou des actionnaires prise dans les conditions de l'article 23 figurant ci-après.

Le ou les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, le ou les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Il est expressément prévu par les présentes qu'en cas d'augmentation du capital social par émission d'actions, les droits attachés à ce type d'action et cela conformément aux dispositions de l'article 17 des présents statuts sont analogues à ceux relatifs aux actions souscrites lors de la constitution à l'exception du droit de participer à toutes les décisions collectives sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats.

Cette restriction relative à la participation aux décisions collectives affectant les actions émises en cas d'augmentation de capital disparaît au bout de trois ans à compter de l'émission de la dite action.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 - MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 45 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un actionnaire.

Article 11 - CESSIION DES ACTIONS - DROIT DE PREEMPTION

1. Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2. L'actionnaire cédant notifie au Président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- Le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;

- L'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de un mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession, sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

Ce délai pourra être abrégé en cas de courrier de chacun des actionnaires consentant à la cession.

3. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au Président dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de 15 jours visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai de 1 mois visé au 2 ci-dessus, le Président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le Président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées et sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 30 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Article 12 - AGREMENT

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par remise en main propre moyennant émargement. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise en main propre moyennant émargement.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 1 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 13 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 11 et 12 ci-dessus sont nulles.

Article 14 - MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ACTIONNAIRE,

1. En cas de modification du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 30 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

2. Dans les 30 jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 15 - EXCLUSION

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- Changement de contrôle d'une société actionnaire ;
- Violation des statuts ;

- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;
- Exercice d'une activité concurrente de celle de la société;
- Révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'Assemblée Générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prend pas part au vote, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- Information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'Assemblée Générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- Information identique de tous les autres actionnaires ;
- Lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son Conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 30 jours à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les 30 jours de la décision de fixation du prix.

Article 16 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Pour toute cession intervenant entre actionnaires ou au profit de la société dans le cadre des présents statuts, il sera conclu entre les parties une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées. Cette garantie sera négociée de bonne foi suivant les usages en la matière. En cas de difficulté, cette convention est établie à frais communs par un avocat désigné par les parties.

Cette garantie sera arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions. Cette situation sera établie par la société et certifiée par son commissaire aux comptes.

Sauf accord contraire des parties, la garantie d'actif et de passif sera proportionnelle en pourcentage à la quote-part du capital cédé. Son délai de mise en jeu sera celui de la prescription en matière fiscale.

En outre, des garanties réelles ou personnelles pourront être demandées au cédant.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes que celles qui lui auront été convenues dans son projet de cession au profit d'un tiers.

Article 17- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Le ou les actionnaire(s) ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action qu'il s'agisse d'une action souscrite à la constitution de la société ou d'une action émise en cas d'augmentation de capital suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions du ou des actionnaire(s).

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaire(s) d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

En outre et conformément aux dispositions de l'article 8 des présents statuts, il est expressément prévu par les présentes et de manière dérogatoire qu'en cas d'augmentation du capital social par émission d'actions, les droits attachés à ce type d'action sont analogues à ceux relatifs aux actions souscrites lors de la constitution à l'exception du droit de participer à toutes les décisions collectives sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats.

Cette restriction relative à la participation aux décisions collectives affectant les actions émises en cas d'augmentation de capital disparaît au bout de trois ans à compter de l'émission de la dite action.

Les droits et obligations attachés à ce type d'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

TITRE III ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Article 18 - LE PRÉSIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Président est de 3 ans.

Le premier Président est **Monsieur Jean-Paul SOLER**.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 2 mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seul la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires statuant à la majorité simple. Elle peut être à la fois fixe et proportionnelle.

Les fonctions du Président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 19 - DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du président, l'Assemblée Générale des actionnaires peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, qui ont la charge de diriger une division ou un établissement.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée par la décision de nomination sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La durée des fonctions de Directeur Général est fixée par la décision qui les nomme.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

Article 20- COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout actionnaire pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

Il y a lieu de préciser qu'en l'état de la législation applicable en la matière, la présente société, au jour de sa création, ne nécessite pas la nomination d'un commissaire aux comptes ainsi que d'un commissaire aux comptes suppléant.

Article 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

TITRE IV DÉCISIONS DES ACTIONNAIRES

Article 22 - DOMAINE RESERVE A LA COLLECTIVITE DES ACTIONNAIRES

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, d'achat et de vente de biens immobiliers ou de fonds

de commerce de la société, de dissolution de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les actionnaires

Article 23 - DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Au choix du président, les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les actionnaires ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décision dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Les opérations ci-après font d'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité :

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales.

- Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Nomination des commissaires aux comptes;
- Dissolution et liquidation de la société;
- Augmentation et réduction du capital ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Exclusion d'un actionnaire,
- Vente ou acquisition d'un bien immobilier ou d'un fonds de commerce,

- Décisions prises à la majorité simple :

- Nomination et révocation du président;
- Détermination de la rémunération du Président.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son président. L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'Assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie.

L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 15 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 24 - ACTIONNAIRE UNIQUE

Si la société venait à ne comporter qu'un actionnaire, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux actionnaires lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

TITRE V RÉSULTATS SOCIAUX

Article 25 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 26 - COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le Président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des actionnaires dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 27 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- Toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale pour, sur proposition du Président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 28 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L 432-6 du code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

TITRE VI DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des actionnaires.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du Code de Commerce et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 30 - CONTESTATIONS

- Clause compromissoire

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises à un ou plusieurs arbitres désignés comme il est indiqué ci-dessous.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai maximal de 2 mois à compter de la désignation du Tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

Article 31- NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il n'y a pas lieu de désigner, en l'état de la législation applicable en la matière, un premier commissaire aux comptes titulaire, ainsi qu'un premier commissaire aux comptes suppléant.

Article 32 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

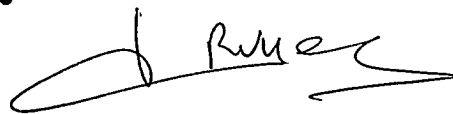
Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires, ledit état est annexé aux présents statuts.

Article 33 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au Président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Monsieur Jean-Paul SOLER
Actionnaire

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Président
Monsieur Jean-Paul SOLER



Monsieur Edgard, Félix RECCO
Actionnaire

Monsieur Famarz KHALAJ AMIR HOSSEINI
Actionnaire

Monsieur Jean-Claude André LAHINER
Actionnaire

Monsieur Rémy CHASTANG,
Actionnaire

Monsieur Jean, Joseph, Alfred GASSIER
Actionnaire

La société de droit suisse EUROFIT S.A.
Actionnaire

Monsieur Robert SAUVE
Actionnaire

Monsieur BOURGEOIS Jean-Christophe
Actionnaire

Madame Magali GERBE
Actionnaire

Madame Julia LEFRANCOISFRANCOIS
Actionnaire

Madame Madeleine GIRAUD née ROUX
Actionnaire

Madame Renée BENOIT née LEROUX
Actionnaire

Monsieur Carlo PICOZZI
Actionnaire

Madame Sylvie BLUM
Actionnaire

Madame Sylvie RUGGIERI SCHLESINGER
Actionnaire